

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social assurant à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

N° 146
Avril 2023

le libertaire

revue de synthèse anarchiste

Créé par Joseph Déjacque en 1858 aux U.S.A. (En Français), repris par Sébastien Faure en 1895.
Actuellement publié par le groupe Jules Durand et des individuels anarchistes.



Pour un Premier Mai revendicatif au Havre



C'est qui les casseurs ?

C'est Macron et sa bande.

Qui casse les services publics... Qui dit qu'il n'y a pas d'argent magique et laisse le personnel hospitalier et celui des EHPAD, en souffrance. Qui veut s'en prendre au statut des fonctionnaires en faisant de plus en plus appel aux contractuels? Qui souhaite supprimer des milliers de postes de fonctionnaires alors que la Fonction publique est déjà à l'os ?

Qui vient de faire passer une réforme des retraites dont personne ne veut et qui va condamner les gens à travailler deux années supplémentaires ?

Qui veut rapprocher l'Etat et la hiérarchie catholique au risque de remettre en cause la laïcité ? Qui favorise l'école privée et organise deux écoles : l'une pour les plus favorisés, l'autre pour les plus démunis ?

Qui a supprimé l'ISF, qui s'en est pris à l'exit Tax au profit des plus riches ?

Qui privatise pour que les actionnaires s'en mettent encore plus dans les poches ?

Qui a tergiversé avec Poutine? Qui rend encore plus difficile les possibilités d'accueil des réfugiés ?

Qui s'attaque à l'université ?

Qui envoie l'armée à Sainte-Soline après Notre-Dame des Landes ?

Ce sont les casseurs ultralibéraux ! Cette caste de députés LRM, ambitieuse, forgée au libéralisme le plus réactionnaire et qui soutient le monarque, le président des riches.

Les voilà les extrémistes qui assument leur casse sociale, « leurs réformes difficiles ».

Pour changer de société, créons les alternatives nécessaires.

Les alternatives ne passent pas par les politiciens. Ce sont toujours les mêmes depuis des décennies qui s'efforcent de minimiser la détérioration de l'habitat humain, la pollution, la perte de la biodiversité... qui affirment qu'ils prendront toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'extension de la catastrophe qui s'annonce. Leurs mesures annoncées ne sont que de misérables palliatifs, incapables de nous amener dans le courant d'une vie saine et équilibrée, une voie qui permettrait de lutter plus efficacement contre le dérèglement climatique. Les politiciens sont des bonimenteurs. Il faut faire sans eux. Ils n'aspirent qu'au pouvoir, à trouver des planques tandis que les travailleurs triment au travail et ce, pour de plus en plus longtemps.

L'éducation des jeunes, du public en général est le principal espoir dans la lutte contre la pollution et contre les choix de quelques-uns de s'approprier les ressources communes comme l'eau. Mais à côté de cette éducation, un véritable appel à la révolte est nécessaire. Il faut en profiter aussi pour changer de modèle de société. Nous devons aller vers l'égalité économique et sociale. Il faut que nous devenions tous et toutes, les contestataires de la pollution, du dérèglement climatique... Que le concert des protestataires soit plus assourdissant que celui des casseroles.

Parce que la dictature, c'est ferme ta gueule et la démocratie, c'est cause toujours ! Quand on ne peut militer légalement, on trouve d'autres chemins. L'Etat est à l'origine d'une politique de tension. C'est une stratégie qui consiste à trouver des coupables préfabriqués afin d'annihiler toute contestation ultérieurement. Pour l'instant, les libertaires vont continuer à soutenir tout ce qui subvertit l'ordre établi car il ne nous sied guère. Mais nous ne sommes pas dupes et savons que le pouvoir a pour but d'éradiquer tout mouvement contestataire qui le met en péril, d'où ses manipulations et parfois ses méthodes de barbouzes. Il aura beau nous surveiller au Havre avec ses drones, la manifestation sera massive.

A bas la casse sociale ! Ni R.N., Ni Edouard Philippe ! Autogestion. Pour une écologie sociale et libertaire !

Pour un Premier Mai 2023 antifasciste au Havre

Les personnes ayant le sens de la justice, de l'égalité et de la solidarité se sont toujours battues pour améliorer nos conditions de vie et celles à venir.

Nous avons connaissance d'une grève en Égypte (peut-être la première), il y a 2 200 ans parce que les ouvriers n'avaient pas reçu leurs rations. La première grève générale en Espagne a eu lieu en 1855. Les ouvriers du textile ont demandé le droit d'association et la réglementation de leur travail. Le gouvernement progressiste d'Espartero tourna le dos aux ouvriers catalans et envoya l'armée massacrer le peuple. Le patronat français a vraiment tremblé à l'annonce d'une grève générale pour l'obtention de la journée de 8 heures le Premier Mai 1906. La répression en Espagne comme en France et bien d'autres pays n'est que la réponse du pouvoir aux revendications ouvrières. Il en est toujours de même aujourd'hui. D'ailleurs de nombreux préfets utilisent les lois anti-terroristes en France pour empêcher les gens de manifester ; c'est dire les dérives qui nous assaillent.

Aujourd'hui, nous ne sommes donc pas beaucoup plus éloignés de cette époque des grandes grèves historiques. Le chômage et la précarité pèsent sur nous. Nous connaissons tous des personnes qui vivent dans l'exclusion, pour ne pas pouvoir avoir un travail décent ou pour enchaîner les boulots de merde. On entend les sirènes d'hommes politiques de droite et de gauche, qui vivent de nos efforts et qui tentent de nous tromper avec des promesses qu'ils ne tiendront jamais. La misère et la pauvreté nous entourent. Dix millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en France. C'est cela leur démocratie. L'inflation alimentaire avoisine les 18%. Il n'y a pas de fin à l'enrichissement des patrons et des actionnaires et cela à nos dépens. L'augmentation cumulée de l'énergie, du car-

burant, du logement, appauvrit toute la société.

Nous nous demandons où nous mène ce capitalisme de consommation. Notre planète demande de l'aide et nous n'y voyons que de l'indifférence, voire du déni des preuves scientifiques, surtout chez les complotistes et à l'extrême-droite. Des espèces qui disparaissent, des terres inondées, des forêts dévastées, des vagues de froid ou de chaleur qui frappent notamment les plus démunis. Cette sécheresse d'aujourd'hui qui frappe à nos portes l'Espagne...

Que dire de l'avenir de notre vie avec des retraites de moins en moins revalorisées. La répression syndicale est l'une des armes du système soutenue par le gouvernement, les employeurs, les juges et la police. Nous avons des solutions. Comme toujours, elles sont à chercher du côté du prolétariat. Réduisons la semaine de travail à trente-deux heures. Travaillons quatre jours par semaine. Partageons le temps de travail et les richesses. Notre santé n'a pas de prix, il faut renforcer les services publics en embauchant un personnel qualifié. Les entreprises multiplient leurs profits. Nous exigeons l'augmentation de nos salaires, pour faire face à l'inflation et pour avoir une meilleure qualité de vie.

Les seules promesses auxquelles nous devons croire sont celles de notre avenir dans la paix et la solidarité. Celles des politiciens ne sont que du vent, des leurres.

La terre a besoin que nous la traitions comme une amie qui nous fournit tout ce dont nous avons besoin pour vivre : air, eau, nourriture, tranquillité d'esprit. Il faut diminuer les pollutions et le réchauffement climatique pour se protéger.



Premier Mai au Havre: fête du travail, fête de la nation ou solidarité internationale?



Premier Mai fête du travail ?

Macron veut redonner du sens au travail ?

Le travail, sous sa pratique actuelle, n'est pas pour les travailleurs une question de goût, de choix ; c'est pour eux une question vitale. Le travail, sa beauté, ses avantages, est chanté par le président des riches et ses ministres en veine de discours et pour faire oublier leur réforme des retraites. Pour passer à autre chose ; ce qui ne sera pas le cas des salariés qui travailleront deux années de plus, jusqu'à 64 ans pour les mieux lotis. Il l'est également dans

ceux des négriers et autres buveurs de sang récompensant par une médaille les trente ou quarante années de servitude de leurs serfs ; ce qui ne les empêche pas de tirer la langue une fois en retraite.

Le travail est surtout vanté par tous les parasites qui en tirent bénéfice. Il est évidemment un facteur de richesse, mais il n'enrichit que les exploités. Le patronat, les banquiers, les spéculateurs, l'Etat sont les gangsters, les écumeurs du travail.

Doit-on rester résigné, soumis, respecter les lois qui spo-

lient le producteur des richesses et le maintiennent en état de domesticité et parfois de misère. On lui accorde un salaire, maigre pour ceux et celles qui souvent ont un métier d'utilité sociale : personnel hospitalier, enseignants, employées des supermarchés...). Certains patrons appellent leurs salariés des collaborateurs. Mais ces derniers ne peuvent réclamer le fruit de leur labeur. Les patrons disent qu'avec leurs collaborateurs, ils sont dans la même galère et ont les mêmes intérêts. Que le capital et le travail sont associés. Cette théorie aussi vieille que l'esclavage salarié est destinée à endormir l'instinct de révolte du volé contre son voleur. On constate d'ailleurs cette contradiction que le travail vanté d'une part est par ailleurs considéré comme une marchandise...

En fait, le travail, aux yeux du patronat et de l'Etat, n'est qu'une matière à exploitation et à profit, sans aucune considération pour ce facteur de prospérité qu'est la main d'œuvre.

Le travail, qui devrait être un signe de dignité et procurer une vie aisée, une considération à ses auteurs, les place au contraire, par suite de privilèges accordés aux exploités enrichis, dans une considération et une situation indiscutablement inférieures.

Le travail, sous la forme et dans les conditions où il est imposé par le capital, exténue et use prématurément ceux qui l'exécutent, au lieu d'une source de bien-être. C'est aussi pourquoi, la réforme des retraites que vient de faire passer le gouvernement Macron est aussi impopulaire : travailler deux années de plus dans des conditions pénibles (travailleurs du bâtiment par exemple), c'est intolérable.

L'absurde légende, selon laquelle les travailleurs sérieux et économes peuvent parvenir à l'aisance, voire à la richesse, pour les esprits avisés, est facile à détruire; car le travail, en raison de la maigre répartition qui lui est réservée, par suite aussi de son incertitude, ne permet qu'une existence végétative. Ceux des travailleurs qui parviennent à une aisance relative n'y parviennent pas par la rémunération qu'ils reçoivent, mais par les privations qu'ils s'imposent.

Mais le travail est de moins en moins attractif ; la grande démission pointe son nez un peu partout dans le monde

occidental. Suite aux premières vagues de la crise du Covid, le nombre de travailleurs quittant volontairement leur poste a nettement augmenté dans un premier temps aux États-Unis puis aujourd'hui dans de nombreux pays d'Europe dont la France. Et ce n'est pas en obligeant les gens à travailler davantage et plus longtemps que le phénomène va diminuer.

Il faut à tout prix se convaincre que les tenants du système, pour aussi indignes qu'ils soient, ne signeront pas de leur plein gré leur déchéance ; toute solution, tout plan qui porterait atteinte à leurs prérogatives seront impitoyablement combattus. L'exemple des plus légitimes revendications ouvrières, si âprement refusées telle la réforme des retraites de Macron, en est la preuve formelle.

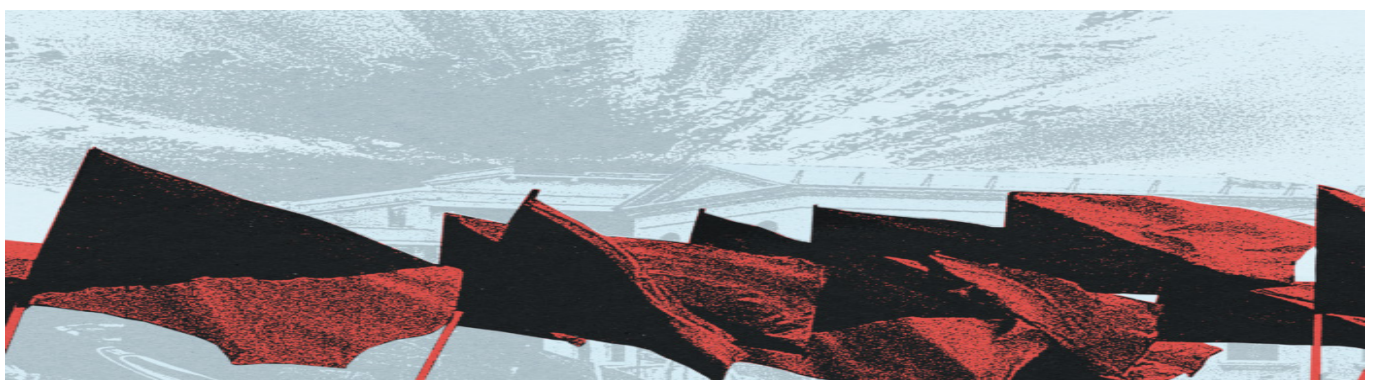
Ce n'est pas une réforme partielle, mais une réforme totale du régime, qui est la solution du problème. Or cette solution comporte la disparition de l'exploiteur. CQFD.

En 1941, le Maréchal Pétain fait du 1er mai un jour chômé : « c'est la fête du Travail et de la concorde sociale ». Il faut rallier les ouvriers à Vichy. Dans l'esprit de l'extrême-droite, la lutte des classes doit disparaître.

L'exploitation au travail ne se limite pas à une région ou à un État, mais s'est toujours produite à l'échelle mondiale. C'est pourquoi les anarchistes ont toujours affiché leur caractère internationaliste. En soutenant l'idée d'une Internationale de la classe ouvrière unie, puisque ouvrières et ouvriers auront toujours, quel que soit le pays d'où ils viennent, le même problème commun : l'exploitation à laquelle le capital les soumet.

Bien que nous traversions une période très difficile dans laquelle le capitalisme nous emmène à toute vitesse vers la catastrophe, nous avons encore une solution pour cela. Et la solution n'est autre que l'application des principes de l'anarchisme: internationalisme, anticapitalisme, entraide et solidarité. Ce n'est qu'alors que nous sortirons de cette barbarie et réaliserons un monde plus humain dans lequel l'exploitation de la classe ouvrière ne sera plus qu'un lointain souvenir.

Sterenn (56)



Face au Rassemblement National au Havre et ailleurs, faisons jouer notre liberté d'inventer des réalités sociales jamais expérimentées à ce jour.

Nous subissons Macron depuis six ans avec son cortège de réformes antisociales dont la plus récente, celle des retraites que tout le monde rejette. Mais il s'en tête et n'écoute que son ego. Et nous pensons que nous ne sommes pas au bout de nos surprises. Des cadeaux au patronat avec son « quoique qu'il en coûte ! » à la destruction de l'environnement et de la répression des manifestations dont l'emblématique Sainte-Soline avec coups de matraques et LBD pour tous ceux et celles qui s'opposent au désastre social et écologique en cours, nous n'en pouvons plus. Malgré le mépris de Macron, des centaines de milliers de personnes continuent à se mobiliser.

Mais on observe une surenchère autoritaire, avec un pouvoir exercé de manière de plus en plus solitaire. Il joue avec le feu et favorise quoiqu'il en dise, le Rassemblement National de Marine Le Pen qui sort vainqueur des trois mois de conflits sociaux. Elle engrange la colère des travailleurs et des chômeurs. Nous arrivons donc à une séquence de fascisation politique car le pouvoir en place peut de moins en moins obtenir le consentement de la population et exerce de plus en plus son pouvoir sous une forme répressive, sous une forme d'intimidation. Cette fascisation de notre pays progresse dangereusement. Lors des deux derniers deuxièmes tours à la présidentielle, on a proposé aux électeurs le choix entre des gens à la botte des patrons de la finance et du CAC40 (Macron jusqu'à présent mais Edouard Philippe en embuscade en 2027) qui veulent faire encore davantage de profits, continuer la casse des services publics, notamment l'école et la santé, et des conquies sociaux. Ou bien on nous a proposé pour la troisième séance consécutive une femme d'extrême-droite dont les discours et propositions sont des plus inquiétants.

Face à la banalisation des idées d'extrême-droite dont la rhétorique et les applications sont reprises par des partis décrits comme modérés (LR...) et par le conglomérat de partis au pouvoir, la clique de Zemmour puis des groupes d'extrême-droite en viennent à se sentir tout-puissants. Certains rêvent de prendre la rue pour y semer violence et terreur : c'est le credo traditionnel de la véritable extrême-droite.

La lutte contre l'extrême droite et ses idées ne passera pas par les personnes au pouvoir. Au contraire, dans de savants calculs politiques, les affidés de Macron balisent la route de Marine Le Pen vers le pouvoir. Darmanin et Macron vont surfer sur la vague de haine qui déferle envers les migrants en y prélevant ce qui leur permet de se maintenir en place. On voit croître une violence d'État qui non seulement n'hésite pas à réprimer les manifestations,

les mobilisations sociales, comme on l'a vu depuis la loi travail en passant par le mouvement des Gilets jaunes et aujourd'hui contre les écologistes à Sainte-Soline. Le pouvoir légifère d'un point de vue sécuritaire et autoritaire. Il désire même interdire les Soulèvements de la Terre et entend attribuer des subventions à des associations aux ordres. Cette perspective de plus en plus liberticide ne nous réjouit pas et augure mal de la suite du deuxième quinquennat. Il opère une espèce de stratégie du choc où il ne s'agit même plus de négocier avec les partenaires sociaux qu'il considère comme du menu frottin, même la réformiste CFDT. Macron méprise les syndicats, inutiles à ses yeux, surtout s'ils sont contre les projets du prince. Ce qui explique depuis les gilets jaunes une très forte impopularité du président des riches à gauche mais aussi à droite. Cette dernière est pourtant avide de strapontins et maroquins ; nous le verrons bien lors d'un prochain remaniement ministériel. Cela amène à cette extrême-droitisation de la société et à la tactique du bouc émissaire. Macron est bien relayé par la voix de ses ministres, même si quelques couacs apparaissent sporadiquement.

armanin qui a des visées élyséennes soutient et surtout fait allégeance à sa police – comme l'a montré sa présence devant l'Assemblée nationale lors de la manifestation des policiers en mai 2021. Aujourd'hui, il distille à l'aide de médias peu scrupuleux des informations peu ragoutantes concernant les blessés de Sainte-Soline : certains seraient fichés S. On crée l'amalgame avec les fichés S du terrorisme islamiste.

Pour lutter contre l'extrême-droite, on ne peut guère compter sur Darmanin qui assume de trouver Marine Le Pen « trop molle » en matière de lutte contre l'immigration. En reprenant les thèmes et les mots de l'extrême-droite dans une dangereuse surenchère, le gouvernement porte également une lourde responsabilité.

Regarder et analyser les corps de l'État qui sont consacrés à la sécurité et à la répression est un bon critère pour évaluer la tendance à la fascisation de la société. Quand il y a des morts ou des blessés extrêmement graves (Sainte-Soline...) au cours des mobilisations ou encore, évidemment, dans des commissariats des quartiers populaires. Le constat est amer mais bien là : il n'y a pas le moindre souci de la part du pouvoir en place de freiner cette tendance-là. Avec l'ordre républicain, on peut même penser que le pouvoir encourage la répression afin que les gens aient peur de manifester. Mais jusqu'à quel point de bascule ?

Alors puisque nous ne pouvons compter sur le pouvoir en

place pour lutter contre l'extrême-droite, quelles solutions peuvent apporter les libertaires ?

Une des solutions passe par l'autogestion et l'auto-organisation de la lutte au niveau local. Mais pour cela, il ne faut pas cloisonner les thèmes de nos engagements. L'antifascisme doit être articulé à d'autres luttes, notamment les luttes féministes et les luttes écologistes. C'est très important parce que l'extrême droite n'a pas grand-chose à nous dire sur ces sujets, à part le retour de la femme au foyer et le climato-scepticisme. L'extrême-droite intègre l'écologie dans un programme et carcan identitaire. Cloisonner l'antifascisme, c'est prendre le risque que l'extrême-droite récupère chaque domaine de revendications et propositions du camp antifasciste. Contrairement aux militants d'extrême-droite, les militants libertaires sont contre la délégation de pouvoir. A nous de prouver que le camp des travailleurs, c'est le camp de l'écologie sociale, libertaire et féministe.

Pourquoi le féminisme ? Parce que les décisions du monde de l'industrie minière, l'industrie fossile... sont prises par des hommes qui renforcent ainsi la domination patriarcale. Et à l'autre bout de la chaîne, ce sont les femmes qui sont les principales victimes du dérèglement climatique. Les femmes ont donc tout intérêt à se mobiliser pour changer l'ordre des choses. Tout comme les travailleurs et notamment les plus pauvres ont le plus intérêt à prendre leur destinée en main. Mais en réalité, ce sont toutes les classes d'âge, les hommes comme les femmes qui doivent se battre ensemble pour combattre la fracture sociale. Passer à côté de cette fracture ; favoriser par médias interposés les pseudo-conflits de générations qui ont de tous temps existé, c'est entrer dans le jeu de la dépolitisation voulue par le système. Le diviser pour mieux régner. Les libertaires ont un rôle à jouer dans l'évolution des mentalités car ils connaissent l'histoire des mouvements sociaux. La royauté a été renversée en France, ailleurs des dictatures ont été déboulonnées... Et nous pouvons aussi convoquer la pensée de David Graeber. A ceux et celles qui se désespèrent du réchauffement climatique, de l'agriculture intensive, de l'utilisation des pesticides et des polluants éternels, de la pollution industrielle, de l'effondrement de la biodiversité, des guerres... de l'exploitation et de la domination de l'homme et de la femme par une minorité... Il suffit de lire « Au commencement était... - Une nouvelle histoire de l'humanité », un livre vitamine où le rêve reprend ses droits ; et de considérer que la situation n'est pas inéluctable, irréversible et que les lignes peuvent bouger. Et de faire jouer notre liberté d'inventer des réalités sociales jamais expérimentées à ce jour.

Et comme il est dit en quatrième de couverture : « Il (ce livre) élargit surtout nos horizons dans le présent, en montrant qu'il est toujours possible de réinventer nos libertés et nos modes d'organisation sociale. CQFD.

Ce qui nous importe en tant qu'anarchistes, ce sont les moyens à employer pour arriver aux finalités, aux destinations où nous voudrions aller. La question des moyens est aussi primordiale que celle des finalités. Quelles finalités ? Est-ce que tout ce que l'on produit est socialement utile ? Sans danger pour l'environnement ? Peut-on produire en mettant en esclavage des enfants, des adultes pour faire encore davantage de profits ? Et si nous avons une finalité libertaire, peut-on employer des moyens contraires à nos buts ? C'est pour cela que nous sommes anticapitalistes. Les capitalistes ont toujours des arguments à nous vendre pour faire leurs affaires et rester entre eux. Hier, c'était le commerce triangulaire, le travail des enfants dans les manufactures, les mines, les verreries... Aujourd'hui, ce sont les ventes d'armes... Le modèle économique est à revoir du sol au plafond. Le modèle économique et politique qui prévaut aujourd'hui est peu inventif et créatif car il n'entend pas résoudre la question sociale. Il est surtout inutile de compter sur les politiciens pour changer les choses. Ni sur l'Etat ; à Sainte-Soline, ce sont les forces de l'ordre qui ont mis en danger les manifestants. L'Etat n'est protecteur que pour les intérêts minoritaires, ceux des puissants. La violence de l'Etat prime pour défendre ces derniers alors que l'urgence écologique nous menace à tous les niveaux : réchauffement climatique, problème de l'eau, plastiques et pesticides que l'on retrouve dans toutes les chaînes alimentaires et dans notre sang... Alors, non, lutter contre les mégabassines, contre une autoroute, la déforestation... ce n'est pas du terrorisme. C'est de notre ressort de nous soulever, de nous révolter, pour lutter contre ce système étatique. A nous de créer des espaces libres d'expression et de contestation. Tout comme l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, le sauvetage de la planète sera l'œuvre de ces mêmes travailleurs.

Et, « Si je ne peux pas danser, ce n'est pas ma révolution » (Emma Goldman)

Ti Wi (GLJD)



Pourquoi avons-nous échoué à faire plier Macron ?

Il faudra bien analyser le comment et le pourquoi de l'échec à faire plier Macron sur sa réforme des retraites. Comment avec deux à trois millions de manifestants dans les rues, jusque dans les petites villes, pourquoi avec une intersyndicale soudée, les travailleurs vont partir deux ans plus tard à la retraite. Cette incapacité à gagner mérite notre attention, ne serait-ce que pour de futurs conflits qui ne manqueront pas de survenir à court ou moyen terme.

Nous avons pointé déjà le point faible d'une mobilisation ne s'appuyant que sur la seule suppression de la réforme Macron. S'il était inutile de rédiger un catalogue de revendications qui noient le poisson, il aurait été plus judicieux de coupler le problème des retraites avec celui du pouvoir d'achat en pointant du doigt l'inflation notamment dans le domaine alimentaire et le coût de l'énergie. C'était une piste qui aurait méritée d'être explorée. « Qui sème la misère, récolte la colère ». Fédérer les énergies et les forces était du domaine du possible. Nous l'avions proposé bien en amont ; nous sommes très contents que d'autres soient sur la même ligne que nous maintenant.

Certains nous diront que le nombre de grévistes n'était pas à la hauteur de l'enjeu. D'autres vilipenderont l'intersyndicale pour son attitude timorée jouant avec les grèves saute-moutons qui ne sont pas satisfaisantes...

Peut-être, est-ce un peu tout cela réuni.

Pourtant, nous pouvons constater que bon nombre de travailleurs ont répondu aux mots d'ordre de grève des syndicats. Que l'unité de l'intersyndicale n'a pas permis aux froussards d'invoquer le manque de cohésion syndicale pour ne pas faire grève. Une intersyndicale unie est un puissant moteur de mobilisation, c'est incontestable. Pas forcément dans la grève mais au moins dans les manifestations.

Dans l'enseignement par exemple, les enseignants se sont bien accommodés des journées de grève comme proposées par les syndicats. C'est indéniable.

Ce qui a manqué, c'est certainement la faiblesse de la participation aux AG corporatives. Faire de l'interpro, c'est bien, mais à condition que l'interpro vienne coordonner les AG de grévistes secteur par secteur. C'est toute la différence avec les grèves de 1995, déjà sur les retraites, où les AG regroupaient des centaines de personnes par corporation, du moins pour les plus importantes.

Le point faible du mouvement du premier trimestre 2023 tient aussi au fait que les syndicats n'ont pas voulu aller à la confrontation pour empêcher les réquisitions. L'inter-

pro aurait pu être bien utile dans ce cas précis. Même si on peut signaler que de nombreuses personnes se sont déplacées pour soutenir la raffinerie de Gonfreville l'Orcher, notamment par l'intermédiaire de militants de « Révolution permanente ».

Douze grèves saute-moutons avec un nombre plus que significatif de manifestants à chaque fois. Nous le répétons, si nous sommes pour la décentralisation des manifestations pour que le plus grand nombre puisse venir près de chez lui manifester, nous pensons qu'une manifestation nationale aurait pu porter ses fruits, comme ce fut le cas pour le 16 janvier 1994 avec l'immense manifestation laïque contre Bayrou qui voulait faire sauter le verrou de la loi Falloux.

Mais il nous faut être réaliste : nous n'avons pas réussi à enclencher la grève générale reconductible ; les gens n'ont pas suivi. Certains secteurs ont bien essayé mais ont arrêté car de nombreux autres travailleurs se contentaient d'une grève par procuration.

D'autre part, le mouvement syndical n'a pas réussi à bloquer le pays. Sans blocage, pas de moyens de pression contre un gouvernement obtus comme celui de Macron. Les temps ont bien changé depuis 1995 où les routiers et les cheminots pouvaient faire pression pour tout le monde.

Le Premier Mai arrive et il sera émaillé d'incidents à Paris et localement car les gens sont en colère mais nous pensons que Macron ne bougera pas sur sa réforme et il va au pas de charge mettre la pression sur d'autres sujets clivant : immigration, chômage et RSA avec contreparties...

Nous espérons nous tromper et nous aurions bien aimé envisager un Mai 68 en 2023 mais cela n'en prend pas le chemin. Mais rien n'est écrit... Soyons optimistes, demandons l'impossible.

Goulago (GLJD)





On ne peut se prolonger et croître de manière illimitée dans un monde fini



La planète n'est pas le monopole des riches et des puissants ; elle devrait être considérée comme une propriété commune ou plutôt comme le patrimoine commun de l'humanité, digne d'être préservé. Alors se pose la question de quel avenir pour notre écosystème mondial ? Il faudrait tenir compte des principales tendances fondamentales qui sont d'intérêt universel et doivent être remises en cause urgemment : l'industrialisation accélérée avec un accroissement de la pollution de l'air, de l'eau, des terres et les conséquences que l'on connaît sur l'humain ; la course aux armements conventionnels et nucléaires qui constituent une menace du seul fait de leur existence ; la croissance rapide de la population qui atteint aujourd'hui huit milliards d'individus ; l'étendue de la malnutrition et les problèmes d'accès à l'éducation ; l'épuisement des ressources naturelles non renouvelables et la dégradation de l'environnement. Ainsi, l'augmentation des gaz à effets de serre dérègle le climat avec davantage de sécheresses, d'inondations, d'épisodes de froid glacial...et modifie l'habitabilité de la planète. Pour éviter de disparaître, il est indispensable de modifier nos modes de vie, les concepts d'appropriation et de gestion de la production ainsi que ceux relatifs à la consommation. L'économie de profits est incapable d'arrêter la croissance. Tant que persistent les dominations et les profits pour une minorité de privilégiés, l'économie capitaliste restera dans un mouvement irréversible irrationnel. Les dominants ne veulent surtout pas perdre leur pouvoir, lequel corrompt comme le disait Louise Michel. Leur priorité est de rester au pouvoir par tous les moyens (coercitifs, manipulations...) y compris contre la volonté des peuples.

Nous nous trouvons à la croisée des chemins où survie et justice sociale doivent aller de pair. Ce dont on est certain, c'est que l'avenir ne dépend d'aucune loi révélée. Nous pouvons avoir une prise sur le cours des événements et agir afin de trouver l'équilibre pour vivre une vie digne avec une égalité économique et sociale tout en permettant de préserver la nature. Nous sommes les otages d'un monde qui va à sa perte. Saurons-nous relever les défis qui s'imposent à nous ? Et surtout, quelle Terre voulons-nous laisser à nos enfants et petits-enfants ?

Déjà le Club de Rome en 1972 avouait publiquement que le système nous menait à une catastrophe. Les menaces étaient connues : dégradation des sols, famines et malnutrition, épuisement des réserves minérales, surarmement, pollution de l'air et des eaux, dangers pour les écosystèmes et les climats... On ne peut se prolonger et croître de manière illimitée dans un monde fini.

Les richesses et gaspillages des riches représentent autant

d'insultes à la misère des plus pauvres, à leur dignité. Et les plus riches consomment et polluent beaucoup plus que les pauvres.

La responsabilité des pays riches en tant qu'économies dominantes est d'autant plus importante.

Depuis cinquante ans sont dénoncés les rejets de CO2 des automobiles, les gâchis de papier : publicité, emballages non consignés... Les particules fines responsables sont responsables de nombreuses morts. En France, la pollution de l'air extérieur c'est : 48 000 décès prématurés par an (étude « santé publique France »), soit 9 % de la mortalité en France. Sur 10 ans, ce sont donc 480.000 morts. Nous pourrions demander des monuments aux morts relatifs à la pollution.

Nous parlons de la planète que l'on désire laisser aux générations futures mais tous ces déchets nucléaires qui restent si longtemps radioactifs sont de véritables bombes à retardement. Nous en portons la responsabilité si l'on ne dit rien. De plus nous assistons aux dangers croissants de guerres atomiques. Les menaces des Russes ne sont pas une vue de l'esprit mais bien réelles dans le cadre de la guerre qu'ils ont initiée en Ukraine. Sans compter les possibles attaques sur les centrales nucléaires de ce pays.

L'eau manque. Les mégabassines se construisent et sont utilisées parfois en toute illégalité. L'eau est un bien commun et n'a pas à être accaparé par quelques personnes du secteur agro-financier/agro-industriel. Nous avons aujourd'hui un problème d'eau dû aux sécheresses, elles-mêmes dues au réchauffement climatique. Dans d'autres pays, c'est l'accès à l'eau potable qui pose problème aux populations. En Bretagne, ce sont les algues vertes qui envahissent les côtes.

Les partisans de la culture intensive utilisent des engrais et pesticides dangereux pour la santé : cancers, perturbateurs endocriniens...

Les centaines de milliards d'euros annuellement dépensés de par le monde en armements provoquent un effrayant gaspillage de minerais, mais aussi des meilleurs cerveaux qui seraient bien plus utiles à effectuer des recherches sur le cancer, les virus...sciences qui permettraient de faire des recherches indispensables à notre survie à cause du réchauffement climatique. Sans compter que cet argent gaspillé dans les armes pourrait être utilisé pour régler les problèmes de famine, partager des recherches médicales (vaccins...) pour endiguer la mortalité des pays dits émergents.

Cette terrible mainmise du complexe militaro-industriel sur la recherche spatiale, les satellites, les recherches en matière océanique grève les budgets sociaux pour remplir les poches des actionnaires des usines d'armement et des médias à leurs ordres.

Les armements constituent une menace du seul fait de leur existence. Gaspillage d'énergie, de minéraux rares ; ils polluent les airs, les eaux...Ce qui implique la coexistence pacifique de toutes les nations qui est devenue une nécessité absolue pour la survie de l'humanité. Les travailleurs ne se préoccupent pas suffisamment du désarmement. Les usines de fabrication d'armes peuvent très bien se transformer en entreprises qui se mettraient au service d'une production d'utilité sociale.

La destruction de toutes les armes nucléaires doit être envisagée le plus rapidement possible ainsi que l'interdiction d'en construire de nouvelles toujours plus puissantes et destructrices.

Le désarmement unilatéral tel que proposé par Louis Le-coin donnerait un prestige énorme à la France pouvant servir de modèle à d'autres pays. Une image d'un pays précurseur de la paix universelle, voilà qui donnerait une image positive bien davantage que celle d'une nation qui réprime les manifestants à coups de trique.. Il nous faut parallèlement abolir tous les mythes cocardiers.

Les activités somptuaires, l'arrêt de la fabrication d'armes y compris nucléaires...libéreraient des budgets de plusieurs milliards qui pourraient être réinvestis dans l'éducation, la santé..., de l'intelligence orientée vers la recherche médicale, agronome...

La population mondiale vient d'arriver à huit milliards d'habitants alors que la planète connaît des difficultés croissantes d'habitabilité due au dérèglement climatique. Limiter la population mondiale, celle des riches d'abord qui hyper-consomme et pollue davantage que les pays pauvres devient un impératif.

Le réchauffement climatique induit des migrations internationales. Le drainage des cerveaux (ingénieurs, médecins...) des pays émergents coûte à peu près aussi cher aux pays dominés que le pillage économique exercé à leur rencontre. Combien de médecins formés dans les pays du Maghreb exercent en France où cette main d'œuvre médicale devenue indispensable est employée au rabais ?

Pour éviter de disparaître, il faudra modifier tout notre mode de vie, tous les concepts de base de notre civilisation ; et d'abord son système d'appropriation et de gestion de la production. Et de domination. Les apports de Mur-ray Bookchin à ce sujet sont intéressants.

Nous connaissons les responsables des gaspillages qui

mènent à notre perte mais l'économie de profits est incapable d'arrêter la croissance. De surcroît la répartition des revenus est de plus en plus injuste. Les besoins des plus pauvres ne peuvent guère s'y exprimer.

Les capitalistes orientent toutes les demandes selon leurs besoins : éducation, santé, infrastructures, écologie...

Un tel système ne reconnaît nullement le droit au travail socialement utile et à une vie décente pour tous, qui seraient pourtant plus importants et plus urgents qu'un droit de vote si facile à trafiquer. D'autant que les événements récents (utilisation du 49.3) nous démontrent qu'un gouvernement peut se dispenser d'une représentation dite nationale pour diriger un pays.

Lors des dernières manifestations, les casseurs de pub ont été montrés du doigt mais les abus de la publicité incitent au gaspillage. On nous Claudia Schiffer dit Souchon dans sa chanson...Souvent la pub désinforme et ment par omission...la pub est devenue un des piliers de base de notre économie de profits ; c'est une incitation à une expansion constante de la consommation.

Par ailleurs, le gigantisme des villes, ces mégapoles, avec pour corolaire tous les problèmes de pollution : eau, circulation, bruit, ghettos, délinquance due à la pauvreté... temps de trajet plus importants (métro, automobiles...) artificialise de plus en plus de terres. Les gratte-ciel sont bourrés de climatiseurs, de mobilier fabriqué avec des polluants...

Donc, oui, il faut mettre un frein à l'urbanisation qui dégrade l'environnement, gaspille les ressources, pollue, entraîne l'aliénation des travailleurs et des habitants.

Les armements, le gaspillage des privilégiés et les villes géantes qui ne sont pas à taille humaine, la croissance industrielle non contrôlée avec ses industries classées Séveso, la surpopulation...sont nos principaux ennemis actuels.

Il va donc falloir taper sur les doigts des privilégiés pour se faire entendre. Tant que persistent les dominations, l'autorité, les profits pour quelques-uns, l'économie capitaliste restera dans un mouvement irréversible. Les gouvernements français de gauche comme de droite vendent des armes à qui peut signer des contrats. Même si ces armes servent contre des civils, même si ces armes entravent le développement économique des pays pauvres. Les dominants ne veulent surtout pas perdre leurs prérogatives de pouvoir lequel corrompt comme le disait à juste titre Louise Michel. La pauvreté et le chômage ne sont pas les priorités du pouvoir. Sa priorité est de rester au pouvoir par tous les moyens (coercitifs...) y compris contre la volonté populaire. Il ne s'attaque au sous-emploi et à la misère perpétuelle que si sa survie est en jeu.

Les capitalistes réfléchissent à court terme pour générer davantage de profits ; ils favorisent une tactique et sacrifient une stratégie à long terme. Le gouvernement français prend des parts de marché dans les ventes d'armes grâce à la guerre en Ukraine qui voit la Russie diminuer ses exportations d'armes car elle les utilise à ses propres fins.

Les multinationales détiennent de jour en jour davantage de pouvoir économique donc davantage de pouvoir politique. C'est la même chose pour les diverses mafias et narcos.

Nous avons des moyens de pression et une utopie à faire valoir. Nous demandons la suppression des armements conventionnels et nucléaires, une juste redistribution des revenus, un impôt sur l'Intelligence Artificielle qui enlève des emplois donc c'est moins de cotisations sociales pour payer les retraites, et il serait judicieux de pénaliser puis interdire les projets de bétonisation et d'artificialisation des terres.

Les sujets du dérèglement climatique sont impossibles à laisser aux politiciens, aux détenteurs actuels du pouvoir. C'est à nous de participer à un mode de vie délibérément choisi pas à celui qui nous mène dans le mur. Avec une double perspective, survie et justice sociale.

L'objectif d'une vie plus solidaire, comportant moins d'inégalités plutôt que l'obtention de biens de plus en plus nombreux. Nous devons nous atteler au problème

de l'éducation, d'une prise de conscience afin de se libérer de l'information véhiculée par les pouvoirs, les riches... se libérer de la publicité et des informations qui traitent l'information selon l'angle du pouvoir. La manifestation à Sainte-Soline, récemment, est le cas typique du manque d'objectivité journalistique. Manque d'objectivité crasse à laquelle on peut ajouter un manque de déontologie. Alors oui, on a toujours raison de se révolter. Instruire pour révolter disait Fernand Pelloutier.

Ainsi la nuit du 4 août 1789 (fin des privilèges) ne se comprend que si l'on se souvient de tous les incendies de châteaux et de cette remise en cause de la dime ecclésiastique, uniquement payée par les pauvres, qui l'ont précédée.

C'est très difficile de parler d'avenir lointain d'autant qu'il devient de plus en plus incertain. Au-delà de vingt ans, c'est le flou, un brouillard qui a du mal à se dissiper.

Il nous faudrait construire un monde rationnel. Ce dont on est sûr, c'est que l'avenir ne dépend d'aucune loi révélée, d'aucun déterminisme. C'est-à-dire que les individus et les groupes d'associés peuvent avoir une influence sur le cours des événements.

Une croissance limitée ne peut que s'imposer qu'à l'échelle planétaire ; elle doit en premier lieu diminuer dans les pays riches qui gaspillent et polluent le plus. Ce serait un premier vers la réduction des inégalités.

Ti WI (GLJD)

Les libertaires ont été, sont et seront toujours des utopistes

Regardez ces gros véhicules automobiles : nocifs, somptueux... qui représentent la marque de l'inutilité mais qui permet de se distinguer de ceux qui n'ont pas les moyens. Ces voitures réservées à la classe des riches qui les utilisent comme marqueur social. Et les propriétaires de ces véhicules s'étonnent qu'on prenne leurs pneus pour cible ?

On nous bassine avec la concurrence des autres pays mais l'augmentation de la productivité n'est intéressante pour les travailleurs que si elle permet de réduire la durée hebdomadaire de travail libérant ainsi du temps pour les loisirs...et pour réfléchir.

Enfin, une lueur se fait jour avec l'usage du ferroviaire plutôt que le routier qui pollue et nécessite toujours davantage d'infrastructures passant dans nos forêts voire dans les centres urbains. Alors, oui, nous devons retrouver nos petites lignes de train qui desservait autrefois de manière décentralisée tout un tas de petites villes. Il nous faut décongestionner les grandes villes avec des transports gratuits.

Créer des emplois dans les petites et moyennes villes. Développer des activités culturelles et recréer des services publics dans les villages et petites communes, au plus près des besoins des gens. C'est une grave erreur de supprimer des hôpitaux, des maternités de proximité.

S'attaquer à la spéculation immobilière qui empêche les gens de travailler au pays de par l'impossibilité de se loger pour les travailleurs qui subissent de plein fouet des loyers prohibitifs (Bretagne, Corse, Pays Basque...).

Mais une économie distributive ne peut l'être qu'à l'échelle mondiale pour que chaque être humain puisse manger à sa faim.

L'indignation est le premier stade de la révolte : refus des injustices, refus des compromissions avec la corruption des élites qui planquent leurs fortunes dans des paradis fiscaux par exemple...La révolte, c'est un peu comme aujourd'hui où les gens comprennent bien, ne serait-ce que sur l'exemple des retraites, que le pouvoir se fiche éperdument des citoyens lambda. Leur démocratie, c'est cause et

gueule toujours.

Alors, n'oublions qu'en 1936 et en 1968, les manifestants sont allés plus loin que les partis politiques et ont obtenu des acquis, bien au-delà des programmes des uns et des autres. Les partis divisent, c'est leur fonction. Non seulement ils divisent mais ils se subdivisent à l'envi, de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par tous les autres, sans exception.

Nous sommes conditionnés à l'éparpillement comme au gaspillage, base de l'économie de profit.

Nous sommes finalement les otages d'un monde qui va à sa perte : Etat omnipotent, épuisement de ressources non renouvelables, pollution, injustices et amplification des misères, guerres à venir...

Un des objectifs des libertaires est de trouver l'équilibre pour vivre une vie digne avec une égalité économique et sociale permettant de préserver la nature donc de diminuer les gaz à effets de serre et ainsi garantir notre survie.

Depuis des décennies, des alertes sont données à propos de la crise environnementale (réchauffement climatique, chute de la biodiversité...) et ses conséquences, mais la prise de conscience a bien du mal à infuser. C'est la gravité de la situation, une fois que nous sommes dos au mur, qui fera que les exploités se bougeront (Eloge de la fuite, Henri Laborit).

Nous ne faisons pas d'angélisme: si les privilégiés voient qu'ils sont acculés à lâcher du lest et perdre leurs privilèges, ils frapperont un coup fort. Voyez ce qu'il se passe dans les manifestations : Sainte-Soline en est un exemple type. Mais pareil pour les jeunes qui se font nasser et frapper, ces coups relèvent de la même logique, celle de la violence de l'Etat qui use d'une prétendue légitimité. La violence est à tous les niveaux aussi au niveau international.

La prise de conscience de l'épuisement des principales ressources, énergie et minerais, eau douce et air pur devrait nous conduire à prendre les dispositions qui s'imposent pour limiter cet épuisement tout en répartissant mieux les ressources. Pas sûr que les privilégiés des pays riches n'accentuent pas leur mainmise sur les richesses de la planète en provoquant des guerres, en déstabilisant des Etats, en jouant sur les misères des peuples... L'exemple de la guerre en Irak est parlant.

L'avenir est incertain, nous l'avons dit. Rien n'interdit de penser qu'un conflit nucléaire est envisageable entre divers protagonistes ; qu'un fascisme new-look pourrait s'instaurer aux Etats-Unis sous l'égide du complexe militaro-industriel avec des candidats trumpistes par exemple ; que plusieurs pays européens ne choisissent la voie de l'extrême droite qui frappe à la porte du pouvoir

(Méloni est déjà là en Italie) ; que la Chine n'assèche pas l'économie mondiale...

Il faudra bien trouver une issue viable emprunte d'humanisme. Construire une société avec une qualité de vie exempte de mépris comme aujourd'hui. Macron est l'archétype du méprisant.

L'épanouissement du capitalisme se fait pour quelques privilégiés au détriment des 99% autres et de la viabilité de la planète. Il s'effectue par le développement industriel mais surtout aujourd'hui par la spéculation.

D'une part c'est aux jeunes de refuser la société de consommation telle qu'elle est. D'autre part, c'est aux adultes de tous âges de comprendre solidairement qu'ils ont la responsabilité de ceux et celles qui vivront après nous.

Pour cela, il faut permettre à chacun d'être pleinement et ainsi de pouvoir s'exprimer en toute connaissance de cause. Nous avons une alternative à proposer : le Socialisme libertaire, autogestionnaire et de gestion directe.

Nous devons envisager une décentralisation maximum, pour que le plus grand nombre puisse participer aux débats et aux décisions. D'où la nécessité historique de diminuer notre temps de travail.

Les puissants sont toujours prêts à abuser de leurs pouvoirs. Ils utiliseront tous les moyens qui sont à leur disposition pour nous contraindre à travailler davantage et ainsi déléguer notre pouvoir de décision par des élections par exemple.

La qualité de notre vie dépendra de notre cadre de vie, de nos interactions humaines. Se vêtir éthiquement, manger à notre faim et sainement, se loger correctement en tenant compte de l'isolation et des moyens de chauffage qui réduisent drastiquement les émissions de CO2... Tenir compte de la situation héritée (économique, éducative, mentalités...) mais aussi des nouvelles contraintes dues au réchauffement climatique.

Survie et justice sociale, fin de mois et fin du monde, tout va de pair. Enlever un élément de chaque paire, c'est aller droit dans le mur.

Nous ne pouvons pas dire que les cataclysmes nucléaires, pollutions insoutenables, bouleversements climatiques, migrations... sont des hypothèses farfelues. Le réchauffement est déjà présent et le reste est au-dessus de nos têtes comme l'épée de Damoclès.

C'est vrai que nous avons des capacités d'adaptation, un signe d'intelligence paraît-il ; que nous pourrions mettre notre imagination au pouvoir pour nous sortir de l'im-

pas. A condition que la situation ne soit pas irréversible.

Pourrons-nous mettre fin à nos égoïsmes étroits, éviter les tentations totalitaires : fascisme brun, fascisme rouge... Les anarchistes se méfient des schématismes, des dogmatismes, des gourous, des sauveurs suprêmes...mais analysent sobrement les situations.

Les privilégiés tiennent dans leurs mains tous les leviers du pouvoir, sociaux et économiques. Les spéculateurs, les financiers, les industriels de l'armement...aidés par des politiciens. Les plus démunis pendant ce temps perdent toute volonté d'initiative voire de révolte.

Qui gaspille le plus de ressources rares, notamment ? Les pays riches et à l'intérieur de ceux-ci, ce sont les plus riches et les puissants qui gaspillent le plus.

Quand le paquebot France naviguait, il existait à bord des « Menus pour chiens »; les chiens étaient mieux traités et nourris que les enfants des pays pauvres. Manque d'éthique. Les riches ne visent en aucune manière la justice sociale. Les libertaires, eux, ont été et sont toujours des utopistes et ils en sont fiers : « Rébellion et légalité sont des termes contradictoires. Restent donc, la Loi et l'Ordre pour les conservateurs et les fripons. « Visionnaires, utopistes ! », voilà ce dont, pour le moins, on nous traite, et

c'est toujours le cri des conservateurs de tous les temps contre ceux qui essaient de mettre un pied hors du cercle qui tient le troupeau humain prisonnier. « Visionnaires, utopistes ! », nous crient-ils, et lorsqu'ils apprennent que dans nos revendications nous demandons le partage de la terre, pour la donner au peuple, les cris se font plus aigus et les insultes plus fortes : « Voleurs, assassins, traîtres ! », nous disent-ils. Pourtant, c'est aux visionnaires et aux utopistes de tous les temps que l'humanité doit les progrès qu'elle a accomplis. Ce qu'on appelle civilisation, qu'est-ce sinon le résultat des efforts des utopistes ? Les rêveurs, les visionnaires, les utopistes ont toujours été méprisés par les gens « sérieux » et persécutés par le « paternalisme » des gouvernements : pendus ici, fusillés là-bas, brûlés, torturés, emprisonnés dans tous les pays et de tout temps, ils ont été, cependant, les propulseurs de tous les mouvements d'avant-garde, les voyants qui ont montré aux masses aveugles les chemins lumineux qui conduisent aux cimes glorieuses. » Regeneracion, Les utopistes, 12 novembre 1910

Quelle terre laisserons-nous à nos enfants et petits-enfants. Voilà une question qui demeure intemporelle mais l'urgence climatique va précipiter les solutions. Libertaires, nous le souhaitons ardemment.

Ti WI (GLJD)



Pour la convergence et l'unité d'action de l'anarcho-syndicalisme



La CGT, la CNT et Solidaridad Obrera présentent un accord pour l'unité d'action des trois organisations. Une étape historique pour l'anarcho-syndicalisme.

Lundi 10 avril dernier, dans les locaux de la Fondation Anselmo Lorenzo à Madrid, les trois forces anarcho-syndicalistes de notre pays ont présenté conjointement un document commun qui appelle à la confluence et à l'unité d'action du syndicalisme combatif.

Trente ans après la division de l'anarcho-syndicalisme historique, les trois principales organisations de l'État espagnol, la Confédération générale du travail (CGT), la Confédération nationale du travail (CNT) et la Confédération syndicale des travailleurs solidaires ont présenté un document commun intitulé le travailleur de la classe. Pour la mobilisation et la confluence. Maribel Ramírez, secrétaire d'action syndicale de la CGT, Antonio Díaz, secrétaire général de la CNT et José Luis Carretero, secrétaire général de Solidaridad Obrera sont intervenus dans la présentation du document devant l'opinion publique.. L'acte a eu lieu au siège de la Fondation historique Anselmo Lorenzo, liée à la CNT, dépositaire des principales archives du mouvement libertaire dans notre pays.

Dans une atmosphère de camaraderie et de bonnes intentions, les trois porte-parole ont exprimé l'importance de l'accord conclu. Antonio Díaz de la CNT a exprimé que la confluence a pour objectif de « fomentier la lutte de la classe ouvrière ». Pour sa part, Maribel Ramírez de la CGT a déclaré qu'« il est de la responsabilité de tous de commencer à se rassembler et de mener une lutte commune contre les agressions du capital et de l'État ». En ce sens, José Luis Carretero de Solidaridad Obrera a exprimé que l'unité d'action proposée par le document survient lorsque nous nous trouvons à un « carrefour historique » et a ajouté que les trois organisations partagent un « passé commun » et que ce qui est en train d'être proposé est « un accord présent, pour construire un avenir ».

Après les félicitations partagées et les déclarations d'intention, la loi a développé les points évoqués dans le communiqué, à commencer par la revendication de pensions publiques décentes. Antonio Díaz a déclaré que nous devons « promouvoir l'idée que ceux d'entre nous qui doivent se battre pour les retraites sont les travailleurs », et pas seulement les retraités. Maribel Ramírez a ajouté qu'il fallait essayer d'impliquer la jeunesse dans ce combat, et José Luis Carretero a donné comme exemple de

combat ce qui se passe en ce moment en France avec les combats pour l'âge de la retraite. Poursuivant l'élaboration de la lettre, il a également été question de la lutte syndicale contre l'écart salarial, de la revendication du féminisme et de la défense des services publics.

Les trois représentants anarcho-syndicaux ont également partagé l'idée du syndicat comme « nouvelles institutions communes », selon les mots de José Luis Carretero, qui représentent une classe ouvrière diversifiée, avec une « multiplicité de sujets », qui a à voir avec les travailleurs des entreprises stratégiques, mais aussi des petites entreprises, des emplois précaires et des femmes indépendantes. À partir du tableau, ils ont également clairement indiqué les « différences organisationnelles » entre les trois forces syndicales, mais comme l'a exprimé Mari-bel Ramírez « ils sont unis par le même objectif » pour ajouter en plaisantant qu'il fallait remercier « le capital et l'État » d'avoir favorisé par son action contre les intérêts de la classe ouvrière « pour asseoir les trois organisations à la même table ».

Les trois organisations anarcho-syndicales ont également exprimé leur inquiétude face à la guerre en Ukraine, dont elles ont déclaré que la principale victime est la classe ouvrière. Antonio Díaz a rappelé à cet égard que « l'anti-guerre » est une caractéristique de l'anarcho-syndicalisme. José Luis Carretero a souligné à quel point la guerre restreint précisément les libertés publiques, pro-

duit des dérives autoritaires et renforce des lois telles que la loi bâillon qui, dans notre pays, a conduit des personnes « en prison pour avoir écrit un tweet ». En ce sens, le représentant de Solidaridad Obrera a indiqué que les syndicats présents devaient être « des boucliers dans la défense des droits acquis ».

Précisément à partir de cette logique de confluence, de soutien mutuel et de solidarité de classe, tout au long de l'événement, la situation des compañeras CNT ripostées dans la Suisse de Gijón était très présente. Mari-bel Ramírez l'a exprimé clairement et avec force : « S'ils touchent l'un de nous, ils nous touchent tous ». L'acte s'est clôturé par différentes interventions du public qui se sont félicités de l'accord et qui l'ont encouragé à n'être qu'un premier pas pour des initiatives communes qui vont de pair non seulement avec la lutte syndicale mais aussi avec la rencontre sociale dans les villes, quartiers et villes. Justement, pour Miguel Fadrique, secrétaire général de la CGT, « l'exercice de responsabilité que mènent les trois organisations doit aller au-delà d'une déclaration et d'une conférence de presse. Cette responsabilité doit nous conduire à construire une alternative syndicale et sociale sérieuse, un espace qui travaille ensemble au jour le jour et dans lequel la majorité de la classe ouvrière se voit reflétée. Au-dessus des initiales se trouve la défense des droits du travail et sociaux de plus en plus dégradés ; Et face à cela, seule l'unité de la classe ouvrière va pouvoir renverser cette situation ».

La réponse du Havre ouvrier au fascisme

1934 au Havre

C'est l'époque où l'Union des Syndicats du Havre est une Union autonome à direction anarcho-syndicaliste, donc en dehors de la CGT et de la CGTU.

C'est l'époque où l'Union autonome possède un effectif de 6000 adhérents, ce qui en fait largement l'Union locale la plus puissante.

N'en déplaise aux falsificateurs d'histoire, le mouvement ouvrier havrais a été marqué par l'anarchisme à la fin du XIXème siècle avec la parution de l'hebdomadaire « L'Idée Ouvrière » et les nombreux meetings de Louise Michel et Sébastien Faure.

Avant 1914, deux secrétaires d'Union des syndicats, militants anarchistes se succèdent en 1909 et 1910. Et dans l'Entre-deux-guerres, l'anarcho-syndicalisme tient le haut du pavé au Havre. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que le Parti communiste stalinien parviendra à prendre le contrôle du mouvement ouvrier, plus précisément après 1962, année où décède Louis Jochem, dernier secrétaire général de l'USH à être anarcho-syndicaliste.





Voline - La Synthèse Anarchiste



Articles parus dans les n°25 et 27 de mars et avril 1924 de la Revue anarchiste

Suite du libertaire de Mars 2023

Ce sont cependant les anarchistes précisément qui devraient plus que qui que ce soit se souvenir constamment de la synthèse et du dynamisme de la vie. Car c'est justement l'anarchisme en tant que conception du monde et de la vie qui, de par son essence même, est profondément synthétique et qui est profondément pénétré du principe vivant, créatif et moteur de la vie. C'est justement l'anarchisme qui est appelé à ébaucher - et peut-être même bien à parfaire - cette synthèse sociale scientifique que les sociologues sont toujours en train de chercher sans ombre de succès, et dont le manque mène d'une part aux conceptions pseudo-scientifiques du " marxisme ", d'un " individualisme " poussé à l'extrême et de divers autres " ismes ", tous plus étroits, plus renfermés, plus éloignés de la vérité l'un que l'autre, et, d'autre part, à nombre de recettes de conceptions et de tentatives pratiques des plus ineptes et des plus saugrenues.

La conception anarchiste doit être synthétique : elle doit chercher à devenir la grande synthèse vivante des différents éléments de vie, établis par l'analyse scientifique et fécondés par la synthèse de nos idées; de nos aspirations et des parcelles de vérité que nous avons réussi à découvrir ; elle devra le faire si elle désire être ce précurseur de la vérité, ce véritable facteur non faussé, non banqueroutier de la libération et du progrès humains, que les douzaines d'" ismes " renfrognés, étroits et pétrifiés ne peuvent manifestement pas devenir.

Je ne suis nullement adversaire du syndicalisme : je me prononce seulement contre sa mégalomanie ; je proteste contre la tendance (de ses sommités non ouvrières) à en faire un dogme unique, infaillible et ossifié - quelque chose dans le genre du marxisme et des partis politiques.

Je ne suis nullement adversaire du communisme (anarcho-communisme, bien entendu) : je me prononce seulement contre toute étroitesse de vues et toute intolérance sectaires ; je proteste contre sa perversion dogmatique et contre sa mortification.

Je ne suis nullement adversaire de l'individualisme : je me prononce seulement contre son aveuglement égocentrique.

Je ne suis point un adversaire du perfectionnement moral de soi-même : mais je n'admets point qu'il soit reconnu être " moyen unique ".

Je ne suis point un adversaire de l'organisation : mais je ne veux pas qu'on en fasse une cage.

Je trouve que l'oeuvre de l'émancipation de l'humanité exige à titre égal : l'idée du communisme libre comme base matérielle d'une vie saine en commun ; le mouvement syndicaliste comme l'un des leviers indispensables à l'action des masses organisées ; la " makhnovstchina " comme expression du soulèvement révolutionnaire des masses, comme insurrection et élan ; la large circulation des idées individualistes qui découvrent pour nous des horizons rayonnants, qui nous enseignent à apprécier et à cultiver la personnalité humaine ; et la propagande du dégoût de la violence qui doit mettre la Révolution en garde contre les excès et les déviations possibles...

Il me semble que chacune de ces idées, que chacun de ces phénomènes renferme un granule de vérité qui se manifesterait clairement un beau jour, alors que les fautes, les erreurs, les perversions; et les exagérations seront rejetées. Il me semble que tous ces granules - tous ces phénomènes et ces idées - trouveront suffisamment de place sous les larges ailes de l'anarchisme sans qu'il y ait besoin de se faire mutuellement une guerre acharnée. Il faudrait seulement vouloir et savoir les réunir et les unifier.

Pour atteindre à ce but, il faut que les anarchistes commencent par s'élever au-dessus des préjugés importés du dehors dans leur milieu et parfaitement étrangers à l'essence de la conception anarchiste du monde et de la vie, des préjugés d'étroitesse humaine, d'une exclusivité mesquine et d'un égocentrisme repoussant ; il est indispensable que tous se mettent à travailler, - chacun dans n'importe quelle sphère d'idées et de phénomènes, en conformité de sa situation, de son tempérament, de ses préférences, de ses convictions et de ses facultés, - étroitement liés et unis, et en respectant la liberté et la personnalité d'autrui ; il faut travailler la main dans la main, en cherchant à se prêter mutuellement aide et secours, en faisant preuve d'une tolérance amicale, en respectant les droits égaux pour chacun des camarades et en admettant leur liberté d'œuvrer dans la direction choisie, conforme à leurs goûts et leur façon de voir - la liberté de développer pleinement toute conviction. Ceci posé, la tâche nous incombera de décider des formes que devra adopter cette collaboration unifiée.

Ce n'est que sur une base pareille que pourra se faire une tentative d'union vraie entre les travailleurs de l'anarchisme et d'unification du mouvement anarchiste. Car, ce me semble, ce ne sera que sur cette base que nos antinomies, nos exagérations poussées à l'extrême, nos acuités et nos aigreurs pourront être adoucies, que nos erreurs et

nos déviations pourront être rectifiées, et que, serrant de plus en plus nos rangs toujours plus vastes, se cristallisera vivante, brûlant d'une flamme toujours plus ardente, se dessinant toujours plus clairement et avec plus de grandeur - la Vérité.

C'est sur la méthode de la recherche de la vérité, sur la façon générale d'envisager théoriquement le problème que nous nous sommes arrêtés dans l'article précédent.

Nous avons exprimé l'opinion que cette façon doit être synthétique, c'est-à-dire qu'au lieu de nous obstiner dans une seule partie reconnue de la vérité complète, la défigurant ainsi et nous en éloignant, nous devons, au contraire, chercher à en connaître et embrasser le plus de parties possible, nous approchant de la sorte le plus près de la vraie vérité. Au cas contraire, au lieu d'un travail coordonné et fraternel, prenant de l'extension et fécond, nous nous enliserons sûrement dans des disputes et des dissensions interminables et absolument insensées. Nous tomberons toujours dans les erreurs les plus grossières qui accompagnent inévitablement l'exclusivisme, l'étroitesse, l'intolérance et le dogmatisme doctrinaire stérile.

Abordons maintenant, aussi à grands traits, une autre question essentielle. Qui, quelles forces réaliseront la révolution sociale, - ces immenses tâches créatives surtout ? Et comment ? Quel sera, dans son essence, par son caractère et dans ses formes tout ce processus grandiose ?

Tout d'abord, il est incontestable que la révolution sociale sera, en fin de compte, un phénomène créateur extrêmement vaste et compliqué, et que, seules, les grandes masses populaires agissant librement et indépendamment, organisées d'une façon ou d'une autre, pourront résoudre heureusement, fructueusement, le gigantesque problème de la reconstruction sociale.

Quoi qu'on entende par le processus de la révolution sociale, de quelque façon qu'on se représente le fond, les formes et les résultats immédiats de la grande transformation sociale future, - toutes nos tendances doivent s'accorder sur certains points essentiels : un anarcho-syndicaliste, un anarchiste-communiste, un individualiste et les représentants d'autres courants libertaires tomberont indubitablement d'accord sur ce que le processus de la révolution sociale sera un phénomène infiniment étendu, multiforme et complexe, que ce sera un acte social le plus foncièrement créatif, et qu'il est irréalisable sans une action intense des masses vastes, libres, indépendantes et organisées sous quelque forme que ce soit, c'est-à-dire unies d'une façon ou d'une autre, liées entre elles et agissant avec ensemble.

Que feront donc ces grandes masses dans la révolution sociale ? Comment créeront-elles ? Comment résoudre-t-elles la tâche si vaste et si complexe de la nouvelle

construction ?

S'occuperont-elles directement, précisément et uniquement, d'édifier des communes anarchistes ? Non, certes. Il serait absurde de supposer que la seule voie et la forme unique de l'action sociale et révolutionnaire sera l'édification des communes, que celles-ci seules seront les assises et les instruments de la nouvelle construction, les cellules créatrices de la nouvelle société.

Les masses suivront-elles dans leur révolution précisément et uniquement la voie " syndicaliste " ? Non, bien entendu. Il ne serait pas moins absurde de penser qu'exclusivement les syndicats et les organisations ouvrières en général seront appelées à réaliser la grande reconstruction sociale, et que précisément et uniquement ils seront les leviers et les cellules de la société future.

Il serait aussi absurde de croire que les tâches de la révolution sociale seront résolues seulement par des efforts individuels de personnalités conscientes isolées et de leurs associations d'idées, que seuls de telles unions, associations ou groupements par communauté idéologique serviront de bases au monde à venir.

Il serait généralement absurde de s'imaginer que cette oeuvre énorme, formidable de la révolution sociale - cet acte créateur et vivant - pourrait être canalisé dans une voie uniforme, que telle ou telle forme, telle ou telle méthode, tel ou tel aspect de la lutte, de l'organisation, du mouvement, de l'activité serait la seule "vraie" forme, la seule méthode, l'unique aspect du processus social révolutionnaire.

La révolution sociale féconde, avançant de pied ferme, véritablement triomphante, sera exécutée par les masses océaniques acculées à sa nécessité par la force des choses, lancées dans ce puissant mouvement, cherchant vastement et librement les nouvelles formes de la vie sociale, les forgeant et les créant largement et indépendamment. Ou il en sera ainsi, ou les tâches créatives de la révolution resteront irrésolues, et elle sera stérile comme le furent toutes les révolutions antérieures. Et s'il en est ainsi, et qu'on se représente un instant tout ce processus gigantesque, cet énorme mouvement créateur des masses les plus vastes et ses innombrables points d'application, il paraîtra alors absolument clair qu'elles se mouvront également d'un front large, qu'elles créeront, qu'elles agiront, qu'elles avanceront par de multiples voies à la fois - voies diverses, animées, souvent inattendues pour nous. La reconstruction par les grandes masses de toutes les relations sociales - économiques, sociales, culturelles et autres, vu aussi la variété des localités, celle de la composition des populations, des exigences immédiates du caractère et des buts de la vie économique, laborieuse et culturelle des régions (et peut-être des pays) diverses, - une telle tâche exigera assurément la création, l'application et la coordination

créatrice des formes et des méthodes les plus variées.

C'est par mille routes qu'avancera la grande révolution. C'est par mille formes, méthodes et moyens s'entrelaçant et se combinant que ses tâches constructives seront résolues. Les syndicats, les unions professionnelles, les comités d'usines, les organisations ouvrières productrices et autres, avec leurs ramifications et fédérations dans les villes et les régions industrielles, les coopératives et toutes sortes d'organes de liaison, peut-être aussi les soviets et toute autre organisation éventuelle vivante et mobile, les unions paysannes dans les campagnes, leurs fédérations avec les organisations ouvrières, les forces armées de la défense, les communes véritablement libertaires, les forces individuelles et leurs unions idéologiques, - toutes ces formes et méthodes seront à l'oeuvre ; la révolution agira par tous ces leviers ; tous ces ruisseaux et torrents naîtront et couleront d'une façon naturelle, formant le vaste mouvement général du grand processus créateur. C'est par toutes leurs mesures, par toutes leurs forces et instruments qu'agiront les vastes masses travailleuses engrenées dans le véritable processus révolutionnaire. Nous sommes persuadés que même les organisations ouvrières actuelles réformistes et conservatrices se " révolutionneront " inévitablement et rapidement au cours de ce processus, et, ayant abandonné leurs leaders rétifs et les partis politiques agissant dans les coulisses, y prendront leur place, se réuniront avec les autres courants de l'impétueux torrent révolutionnaire créateur.

Ce mouvement ne sera pas, bien entendu, une simple pulvérisation de la société ; il n'aura pas le caractère d'une débandade et d'une désorganisation générale. Il aspirera, au contraire, naturellement et inévitablement, à une harmonie, une liaison réciproque des parties, à une certaine unité d'organisation auxquelles, ainsi qu'à la création des formes en elles-mêmes, il sera poussé impérieusement par les tâches et les besoins vitaux immédiats. Cette unité sera une combinaison vivante et mobile de formes variées de la création et de l'action. Certaines de ces formes seront rejetées, d'autres renaîtront, mais toutes trouveront leur place, leur rôle, leur nécessité, leur destination, s'amalgamant graduellement et naturellement en un tout harmonieux. Pourvu que les masses restent libres dans leur action ; pourvu qu'une "forme " détruisant toute création ne soit restaurée : le pouvoir. Des mille conditions et raisons locales et autres dépendront les circonstances et les formes créatrices qui naîtront seront rejetées ou prendront pied. En tout cas, il n'y aura pas place seulement pour une forme, d'autant moins pour une forme immuable et rigide, ni même pour un processus unique. De localités différentes, de diverses conditions, de nécessités variées, naîtront aussi des formes et méthodes variées. Et quant au torrent créateur général de la vie, de la construction et de l'unité nouvelle de la société, ce sera une synthèse vivante de ces formes et méthodes. (C'est ainsi que nous comprenons entre autres une fédération véritable, vivante et non

formelle. Nous croyons que les images que l'on se fait assez souvent dans nos milieux fédéralistes, surtout chez les " anarcho-syndicalistes ", sur une voie, une méthode, une forme d'organisation économique et sociale uniformes, contredisent absolument la vraie notion d'une fédération comme d'une union libre, respirant toute la plénitude et la multiplicité de la vie, non modelée, et, par conséquent, créative et progressive, naturelle et mobile, des cellules sociales naturellement variées et mobiles.)

L'essence économique de cette synthèse sera assurément la réalisation, l'évolution et l'affermissement successifs du principe communiste. Mais ses éléments composants, ses voies de constructions et ses fonctions vitales, seront multiples, de même que multiples sont les cellules, les organes et les fonctions du corps, cette autre synthèse vivante. De même qu'il serait absurde d'affirmer que ce sont précisément les cellules nerveuses ou musculaires, les organes digestifs ou respiratoires qui seuls sont les cellules et les organes créateurs, actifs et " véritables " d'un organisme vivant, sans tenir compte que celui-ci est une synthèse vivante de cellules et organes de types et de destinations diverses, de même il serait absurde de croire que précisément telle ou telle méthode et forme serait la seule méthode et forme " véritable " de la construction sociale future, du nouvel ensemble social naissant.

La véritable vie sociale, la création sociale, la révolution sociale sont des phénomènes de pluralité en synthèse, cette pluralité et cette synthèse étant faites d'éléments vivants, mobiles, variables. (C'est, notamment, la vie sociale actuellement moisie, stationnaire, modelée par force, qui inspire à beaucoup d'entre nous, inconsciemment, ce point de vue erroné que la révolution devra marcher par telle ou telle voie unique et déterminée. C'est comme si nous ne savions pas nous détacher de cette existence anémique, misérable et incolore. Elle tient notre pensée, nos idées dans un étau qui nous fait involontairement modeler l'avenir. Mais une fois cette existence modelée rejetée, et les sources d'un vaste mouvement créateur ouvertes, la révolution véritable métamorphosera la vie sociale dans le sens justement d'un mouvement grandiose général, de la plus grande variété et de sa synthèse vivante.) Nous devons fermement tenir compte de cette circonstance, c'est-à-dire, nous ne devons pas non plus nous buter sur un seul modèle, mais chercher à escompter cette pluralité et ébaucher autant que possible cette synthèse (sans oublier leur mobilité), si nous voulons que nos aspirations et nos constructions sociales répondent aux voies véritables de la vraie émancipation et deviennent une force réelle, appelée à aider ces voies et aspirations à se préciser et à se réaliser.

Donc, également du point de vue purement pratique, nous en arrivons à constater que la pluralité et sa synthèse vivante sont l'essence véritable des choses et la pierre fondamentale nécessaire de nos raisonnements et de nos constructions.

La réponse aux questions posées au début est :

La révolution sociale sera réalisée par les grandes masses à l'aide d'une liaison et d'une action combinées de différentes forces, leviers, méthodes, moyens et formes d'organisation nés de diverses conditions et nécessités. En son essence, par son caractère et par ses formes, tout ce grandiose processus sera par conséquent " plural- synthétique " .

À quoi bon alors se chamailler sans fin et briser des lances sur la question, si ce sont les syndicats ouvriers, les communes ou les associations individuelles, si ce sont les " organisations de classe " ou les " groupements de sympathie " et les " organisations révolutionnaires " qui réaliseront la révolution sociale, qui seront les formes et les instruments " véritables " de l'action et de la création révolutionnaires, les cellules de la société future ? Nous ne voyons dans ces disputes absolument aucune raison d'être. Sous le jour de ce qui précède, l'objet de ces chicanes nous paraît complètement vide de sens. Car nous sommes convaincus que les syndicats, les unions d'ouvriers, les communes, les associations individuelles, les organisations de classe, les groupements de sympathie, les organisations révolutionnaires, etc., - prendront tous part, chacun dans sa sphère, dans la mesure de ses forces et de sa portée, à la construction de la nouvelle société et de la nouvelle vie.

Or, il suffit de remarquer attentivement notre presse, nos organisations, de prêter l'oreille à nos discussions pour voir que c'est pour cette question vide plutôt que pour des différences purement philosophiques qu'une lutte acharnée se déroule dans nos rangs, qu'on s'affuble et qu'on souligne en divisant ainsi encore plus nos forces, de toutes sortes d'étiquettes : « anarcho-syndicalistes », « anarchistes-communistes », « anarchistes- individualistes », etc., et que notre mouvement est ainsi pulvérisé et brisé d'une façon insensée.

Nous croyons qu'il est grand temps que les anarchistes de tendances différentes reconnaissent, sous ce rapport, l'absence de fondement sérieux à ces scissions et divisions. Un grand pas en avant pour notre rapprochement sera fait quand nous l'aurons reconnu. Il y aura un prétexte à dissensions de moins. Chacun peut donner la prépondérance à tel ou tel facteur mais admettre en même temps la présence et la portée d'autres facteurs, reconnaissant, par conséquent, à d'autres anarchistes le même droit de donner la prépondérance à d'autres facteurs. C'est ainsi que les camarades feront un pas pour savoir oeuvrer la main dans la main dans une même organisation, dans un même organe, dans un même mouvement commun, en développant chacun ses idées et son activité dans la

direction qui l'intéresse, en luttant idéologiquement, en opposant ses convictions en une commune camaraderie et non entre camps hostiles s'excommuniant mutuellement. Établir de tels rapports serait apporter une pierre solide à l'édifice du mouvement anarchiste unifié.

Voline

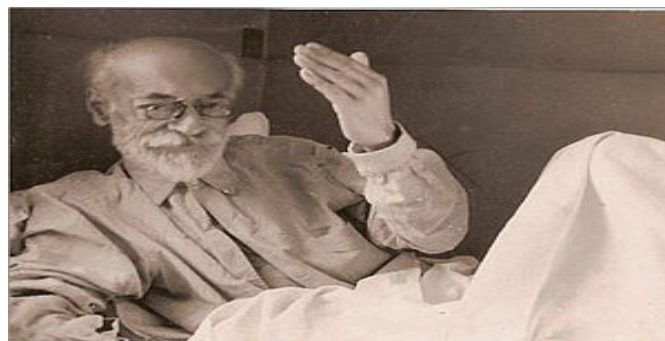
Ce texte sur la synthèse est extrait de la Revue Anarchiste numéro 25 et 27 (Mars et Avril 1924).

Ce texte est plus important finalement que l'article, souvent repris de l'Encyclopédie Anarchiste, et que le libertaire avait réédité dans les années 80.

Il s'agit là d'un débat qui est loin des anathèmes qui fleuriront quelques années plus tard et qui concerne surtout des acteurs de la révolution russe : Archinoff et Makhno, Voline mais aussi des militants moins connus qui ont eux aussi joué un rôle dans ce drame : Maximoff et Shapiro entre autres. Quel est le constat de Voline ? Un moment, en 1916-17 le mouvement anarchiste a fait jeu égal avec les bolchevicks.

Avec un foisonnement de solutions dictées par les situations. De la commune libre instaurée par les makhnovistes chaque fois que le temps et l'espace le permettaient à la gestion ouvrière des entreprises par les anarcho-syndicalistes en passant par la coopération pour ne citer que les formes les plus répandues de secteurs d'interventions. Partant de ce constat et à l'inverse de ceux qui prônent une organisation rigoureuse et centralisée qu'elle soit syndicale ou anarchiste, Voline va faire la proposition de la coordination laissant aux militants le soin de trouver la réponse qui leur paraît le plus adéquat à leur situation particulière. Le bon sens guidant leurs réalisations, la conscience d'être la partie d'un tout amenant l'émergence d'un puissant mouvement émancipateur réellement libertaire.

Ajoutons que, bien qu'il ne le cite à aucun moment, c'est visiblement la dialectique sérielle de P-J Proudhon qui sert de base au projet volinien.



Le Libertaire

Internet : <http://le-libertaire.net/>

E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com

Directeur de la Publication : Olivier Lenourry

Numéro de commission paritaire en cours

A vos plumes

Le libertaire accueille amicalement l'apport artistique, les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices

Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com